



DELEGATION DE PARIS MICHEL-ANGE

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

CCP N° 2020APA008

MARCHE DE PRESTATIONS DE SERVICES

**MISE EN ŒUVRE DU PROCESSUS DE CONSOLIDATION DES COMPTES DES EXERCICES 2020 A
2022 DU CNRS ET DE CERTAINES DE SES FILIALES**

CODE NACRES CNRS :

Code EB.04: Autres missions d'études et de conseil (hors bâtiment)

CODES CPV :

79200000-6 - Services de comptabilité, services d'audit et services fiscaux

79212500-8 - Services de vérification comptable

SERVICE QUI PASSE LE MARCHE :

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS)

Délégation Paris Michel-Ange Service financier et comptable

Secteur achats et marchés publics

3, rue Michel-Ange

75794 Paris Cedex 16.

MODE DE PASSATION :

Marché de prestations de services passé en procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 à R. 2123-3 du code de la commande publique.

FORME DU MARCHE :

Marché à prix global et forfaitaire pour un montant estimatif de 30 000 € HT sur la durée totale du marché.

SOMMAIRE

ARTICLE I – OBJET DU MARCHE	3
ARTICLE II – PERIMETRE DU MARCHE	3
ARTICLE III – NATURE DU MARCHE	6
ARTICLE IV – TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES APPLICABLES AU MARCHE	6
ARTICLE V – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	7
ARTICLE VI – DUREE DU MARCHE	7
ARTICLE VII – DEFINITIONS DES PRESTATIONS ATTENDUES	8
ARTICLE VIII – MODALITES D'EXECUTION ET DE SUIVI DES PRESTATIONS	10
ARTICLE IX – MODALITES DE RESTITUTION ET LIVRABLES	12
ARTICLE X – PRIX	13
ARTICLE XI – AVANCE	13
ARTICLE XII – MODALITES DE REGLEMENT	13
ARTICLE XIII – RESPONSABILITES ET ASSURANCES	14
ARTICLE XIV – PENALITE ET REFACTIONS	15
ARTICLE XV – RESILIATION	15
ARTICLE XVI – LITIGES	15
ARTICLE XVII – DEROGATIONS AU CCAG/FCS	16
ANNEXES AU CCP N° 2020APA008	17
I - LE BILAN CONSOLIDE	18
II - LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	19
III - DES COMPTES SOCIAUX AUX COMPTES CONSOLIDES	20
III - 1 Le bilan	20
III - 2 Le compte de résultat	21
IV - LE TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE	22
V - ANNEXES COMPTES CONSOLIDES	23
NOTE 1 – Informations relatives aux principes comptables	23
NOTE 2 – Périmètre de consolidation	28
NOTE 3 – Compléments d'informations relatifs au bilan	29
NOTE 4 – Compléments d'informations relatifs au compte de résultat	38
NOTE 5 – Informations complémentaires	42

ARTICLE I – OBJET DU MARCHÉ

Le présent cahier des clauses particulières (CCP) a pour objet la mise en œuvre du processus de consolidation des comptes des exercices 2020 à 2022 du CNRS et de certaines de ses filiales.

Le marché est passé par le secteur Achats de la Délégation Paris Michel-Ange du CNRS à la demande de la Direction des comptes et de l'information financière (DCIF) du CNRS.

ARTICLE II – PERIMETRE DU MARCHÉ

2.1. Présentation générale du CNRS

Le Centre national de la recherche scientifique, établissement public à caractère scientifique et technologique (EPST), est placé sous la tutelle du ministre chargé de la Recherche. Son organisation et son fonctionnement sont définis par le [décret n° 82-993](#) du 24 novembre 1982 modifié.

Activités du CNRS :

- Ses missions :

Le CNRS développe, de façon privilégiée, des collaborations entre spécialistes de différentes disciplines, et tout particulièrement avec l'université, ouvrant ainsi de nouveaux champs d'investigations qui permettent de répondre aux besoins de l'économie et de la société.

Ses missions sont :

- d'évaluer, d'effectuer ou de faire effectuer toutes recherches présentant un intérêt pour l'avancement de la science ainsi que pour le progrès économique, social et culturel du pays ;
- de contribuer à l'application et à la valorisation des résultats de ces recherches ;
- de développer l'information scientifique, en favorisant l'usage de la langue française ;
- d'apporter son concours à la formation à la recherche et par la recherche ;
- de participer à l'analyse de la conjoncture scientifique nationale et internationale et de ses perspectives d'évolution en vue de l'élaboration de la politique nationale dans ce domaine.

- Son organisation :

L'organigramme est consultable sur le site Internet du CNRS à l'adresse suivante : <http://www.cnrs.fr/fr/le-cnrs> (menu « organigramme »).

✓ **Au niveau du siège**

- **La DGD-S**, pour remplir ses missions, s'appuie sur dix instituts et les unités de recherche qui leur sont rattachées, sur des directions chargées de mettre en œuvre le dispositif de coopération avec les institutions publiques ou privées, françaises ou étrangères ; une structure transverse coordonne et anime les actions en faveur de l'interdisciplinarité.

Dix instituts auxquels sont rattachées les unités de recherche dans les domaines suivants :

- L'institut des sciences biologiques (INSB) ;
- L'institut de chimie (INC) ;
- L'institut écologie et environnement (INEE) ;
- L'institut des sciences humaines et sociales (INSHS)
- L'institut des sciences de l'information et de leurs interactions (INS2I) ;
- L'institut des sciences de l'ingénierie et des systèmes (INSIS) ;
- L'institut national des sciences mathématiques et de leurs interactions (INSMI) ;
- L'institut de physique (INP) ;
- L'institut national de physique nucléaire et de physique des particules (IN2P3) ;
- L'institut national des sciences de l'univers (INSU).

Quatre directions chargées de mettre en œuvre le dispositif de coopération scientifique :

- La direction d'appui à la structuration territoriale de la recherche (DASTR) ;
- La direction Europe de la recherche et coopération internationale (DERCI) ;
- La direction de l'innovation et des relations avec les entreprises (DIRE)
- La direction information scientifique et technique (DIST) ;

➤ **La DGD-R**, pour remplir ses missions, s'appuie sur six directions et une mission transverse de pilotage.

- La direction des comptes et de l'information financière (DCIF) ;
- La direction de la stratégie financière, de l'immobilier et de la modernisation de la gestion (DSFIM)
- La direction des ressources humaines (DRH) ;
- La direction des affaires juridiques (DAJ) ;
- La direction des systèmes d'information (DSI) ;
- La Direction de la Sécurité ;
- La mission de pilotage et relations avec les délégations et les instituts (MPR).

Enfin, la direction de l'audit interne (DAI), placée sous l'autorité du président, soumet chaque année à l'approbation du directeur général délégué aux ressources et du Comité d'audit (composé de trois membres nommés pour trois ans) un plan d'audit interne sous la forme d'un plan glissant sur trois ans et un programme annuel d'audit interne et les informe périodiquement de l'avancement des travaux et des conclusions issues des audits.

✓ **Au plan local**

Dix-huit délégations régionales assurent la représentation et la gestion déconcentrées du CNRS ; elles regroupent les services déconcentrés de valorisation (SPV, services partenariat-valorisation), de gestion financière (SFC, services financiers et comptables), de gestion des ressources humaines (SRH) et les services informatiques et logistiques.

Environ 1300 laboratoires soutenus par le CNRS soit sous forme d'unités propres de recherche ou d'unités mixtes sont localisés soit au sein des délégations régionales soit au sein des universités et sont répartis pour l'essentiel sur tout le territoire national. Près de 94 % de ces unités sont gérées en partenariat avec l'Enseignement supérieur et les autres organismes de recherche français.

Des unités de recherche CNRS sont également implantées à l'étranger. Certaines d'entre elles constituent des unités mixtes internationales (UMI). Ces unités sont implantées en France (hors métropole) ou dans un pays étranger et accueillent du personnel du CNRS et du pays partenaire. La gestion de ces entités est assurée par une seule délégation régionale.

- Ses effectifs :

Environ 32.500 personnes ont été rémunérées ou indemnisées par le CNRS au cours de l'exercice 2016. Le CNRS recense 24.978 personnels permanents payés au 31 décembre 2016. Ces personnels se répartissent selon la composition suivante : 11.003 chercheurs et 12.884 ingénieurs, techniciens et administratifs.

Pour plus d'informations consulter le site CNRS : <http://www.cnrs.fr/fr/le-cnrs>

2.2. Contexte

La loi de sécurité financière du 1er août 2003 crée l'obligation à tout établissement public contrôlant une ou plusieurs personnes morales, ou exerçant une influence notable, de présenter, à compter de 2006, des comptes consolidés certifiés par deux commissaires aux comptes. Toutefois, cette obligation peut connaître des atténuations dès lors que l'ensemble constitué par l'établissement public et les personnes morales qu'il contrôle ne dépasse pas, pendant deux exercices successifs (sur la base des derniers comptes annuels arrêtés) une taille déterminée par référence à des critères mentionnés à l'article L. 13-16 du code du commerce (nombre moyen de salariés permanents, montant hors taxes du chiffre d'affaires, total du bilan).

2.3. Le périmètre de consolidation

Lors de l'exercice 2019, les comptes du CNRS ont été consolidés avec les comptes de 9 de ses filiales (dont 3 étrangères).

Au 31/12/2019, le périmètre de consolidation comprenait les entités suivantes (Cf. annexe 1 également) :

Les entités dans lesquelles le groupe CNRS exerce un contrôle exclusif de fait ou de droit sont consolidées par **intégration globale** :

- **CNRS Innovation**, chargée de gérer les aspects administratifs de la propriété industrielle du CNRS, de suivre l'exécution des contrats d'exploitation qu'il a conclu et d'effectuer des missions ponctuelles d'expertise ;
- **CNRS Editions**, qui assure une mission de publication d'ouvrages scientifiques d'excellence et de diffusion de la connaissance ;
- **CNRS@Create**, qui a pour mission de mettre au point des technologies dans des domaines en prise avec les enjeux sociaux et économiques de Singapour dans des domaines comme l'énergie ou la biologie de synthèse.

Les entités dans lesquelles le groupe CNRS exerce un contrôle conjoint de fait ou de droit sont consolidées par **intégration proportionnelle** :

- **Synchrotron SOLEIL** dont la mission est l'exploitation à des fins de recherche d'un ensemble de sources de rayonnement synchrotron.
- **GANIL** dont les domaines d'expérimentation s'étalent de la radiothérapie à la physique de

l'atome et de son noyau, de la matière condensée à l'astrophysique ;

- **EGO** dont la mission est l'exploitation à long terme du détecteur d'ondes gravitationnelles VIRGO mais aussi l'aide à la recherche européenne dans ce domaine ;
- **IRAM** dont la principale activité est l'étude de la matière froide et le développement de nouvelles technologies et instruments d'observation afin d'obtenir une meilleure qualité de réception des ondes millimétriques et submillimétriques.
- **CFHTC** dont la mission est d'offrir à la communauté scientifique un télescope polyvalent disposant d'une instrumentation de premier ordre répondant aux besoins scientifiques de ses utilisateurs ;
- **CERBM** a pour mission de développer, par des programmes communs à ses membres, toutes activités dans les domaines de la recherche biologique et médicale, et de promouvoir leurs applications, en France, dans l'Union européenne et à l'étranger.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que le périmètre de consolidation n'est pas figé, il est susceptible d'évoluer en accord avec les commissaires aux comptes du CNRS et en fonction des délibérations prises par son conseil d'administration.

ARTICLE III – NATURE DU MARCHÉ

3.1. Le présent marché est passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 à R. 2123-3 du code de la commande publique.

3.2. Il s'agit d'un marché de prestations de services soumis aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales Applicables aux Marchés Publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG/FCS) issu de l'arrêté du 19 janvier 2009 et publié au JO le 19 mars 2009.

3.3. Le marché n'est pas alloti au sens des articles L. 2113-10 et R. 2113-2 du code de la commande publique en ce que l'objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

3.4. Le code NACRES CNRS :

EB.33 : AUTRES SERVICES FINANCIERS ET COMPTABLES (HORS BATIMENTS)

3.5. Les codes CPV sont :

79200000-6 - Services de comptabilité, services d'audit et services fiscaux

79212500-8 - Services de vérification comptable.

ARTICLE IV – TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES APPLICABLES AU MARCHÉ

- Le code de la commande publique ;
- L'arrêté du 1er juillet 2015 portant adoption du recueil des normes comptables applicables aux organismes visés aux alinéas 4 à 6 de l'article 1er du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Les exigences liées à la protection des données personnelles conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n°2016/679 sur la protection des données personnelles.

ARTICLE V – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

Le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) n° 2020APA008 dûment complété, daté et signé par une personne habilitée à représenter le titulaire en sachant que la signature n'est pas obligatoire au moment du dépôt des offres;
- L'annexe financière n° 2020APA008 à l'AE : la décomposition du prix globale et forfaitaire (DPGF) ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) n° 2020APA008 et ses annexes;
- Le Cahier des clauses administratives générales applicables aux Marchés Publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG/FCS) précité ;
- Le cadre de mémoire technique ;
- Un planning prévisionnel général de la mission remis par les titulaires dans leur offre ;
- L'offre technique du titulaire comprenant le mémoire technique ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du présent marché.

Toute clause, portée dans le(s) tarif(s) ou documentation quelconques du titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite.

Les conditions générales et particulières de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Par dérogation à l'article 4. 2. 2 du CCAG / FCS, la remise au titulaire de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité nécessaire à une cession ou au nantissement du marché se fait sur demande écrite du titulaire.

ARTICLE VI – DUREE DU MARCHÉ

6.1. Durée

Le marché est conclu pour une durée **d'un (1) an** à compter de sa date de notification.

Conformément aux dispositions des articles L. 2125-1 et R. 2112-4 du code de la commande publique, il pourra être renouvelé deux **(2) fois**, pour un an, par tacite reconduction sans toutefois que sa durée totale n'excède trois **(3) ans**. Le titulaire ne peut refuser cette reconduction.

La date prévisionnelle de début d'exécution des prestations est prévue le 01/10/2020

6.2. Reconduction

Le cas échéant, le Pouvoir adjudicateur (la Personne Responsable du Marché) notifie au titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, sa décision de ne pas reconduire l'accord cadre, au moins deux (2) mois avant la fin de la durée de validité de l'accord cadre.

Le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

ARTICLE VII – DEFINITIONS DES PRESTATIONS ATTENDUES

Les prestations à réaliser par le titulaire se décomposent comme suit :

- Une prestation technique dont l'objet est la réalisation matérielle des opérations de consolidation pour les exercices 2020 à 2022 avec l'exploitation des documents comptables du CNRS et de l'ensemble de ses filiales ;
- Une prestation de conseil, indépendamment de l'externalisation des opérations purement matérielles. Le titulaire doit assister et conseiller l'équipe de la DCIF dans les différentes étapes de la phase de préparation à la phase de restitution.

Le titulaire réalise les prestations qui lui sont demandées dans ses locaux à titre principal. Il est amené à se rendre, occasionnellement, au siège du CNRS situé au 3, rue Michel Ange à Paris 16^{ème} arrondissement. En outre, en vue de la préparation des comptes consolidés, une réunion est prévue au cours du mois d'octobre (de préférence le 30 octobre) de l'année de confection des comptes consolidés sur le site susvisé et à laquelle le titulaire et ses filiales sont tenues d'assister, soit en se rendant sur place, soit par visioconférence.

De plus, le titulaire peut être amené à rencontrer les services comptables des entités consolidées, également soit en se rendant sur place, soit par visioconférence.

6.1. Contexte de la mission

Les comptes consolidés du groupe CNRS ont été établis pour la première fois au 31/12/2008.

Les comptes sociaux et consolidés sont présents en même temps au conseil d'administration qui a lieu au plus tard le 15 mars de l'année suivant celle de la clôture des comptes consolidés.

L'attention du titulaire est attirée sur les délais de clôture et d'arrêté des comptes induits par le décret relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP) du 7 novembre 2012.

Les comptes sociaux et consolidés du CNRS au 31/12/2019 (1 seul document) sont joints en annexe n° 2 du présent CCP.

Le système d'information comptable du CNRS repose sur un progiciel SAP déployé depuis le 1er janvier 2007. A ce jour, la solution ne dispose pas d'un module de consolidation.

6.2. Contenu de la mission à réaliser

Dans le cadre de la mission relative à la consolidation des comptes, le titulaire doit accompagner et assister le CNRS dans la réalisation des phases techniques : de la préparation à la restitution. Le titulaire doit réaliser entièrement la phase de production, le CNRS ayant fait le choix d'externaliser complètement les opérations purement techniques dans le cadre du présent marché.

Le processus de consolidation comprend deux (2) phases techniques principales :

- la phase préparatoire,
- la phase de production et de restitution.

6.2.1. La phase préparatoire à la consolidation

La phase préparatoire comprend deux (2) étapes :

6.2.1.1. Etape de cadrage

Mise à jour des instructions de consolidation à destination des entités consolidées : le titulaire doit accompagner la DCIF sur la mise à jour des instructions de consolidation qui fixent, notamment, le calendrier de consolidation et la liste et les modalités de transmission des informations à transmettre au titulaire, définissent les règles d'harmonisation comptable et indiquent les modalités pratiques.

6.2.1.2. La réconciliation des opérations réciproques

Cette étape consiste à collecter auprès des entités consolidées la ventilation de leur bilan/compte de résultat entre le hors groupe et l'intragroupe et à réconcilier les opérations réciproques.

Les rapprochements intragroupes sont effectués à la date de la clôture de l'exercice mais également deux fois au cours de l'exercice, plus précisément en dates d'arrêté du 31 mai et du 31 octobre de l'exercice considéré.

L'équipe de la DCIF collecte les informations auprès des filiales du CNRS et le titulaire assure la réconciliation des opérations réciproques. Les outils de collecte sont élaborés par la DCIF. Le titulaire peut également être amené à intervenir en soutien et en qualité de conseil ; il aura notamment la charge de s'assurer de la cohérence des informations transmises.

6.2.2. La phase de production

Dans le cadre du présent marché, le titulaire doit assurer et réaliser **intégralement** la phase de production pour les exercices 2020 à 2022.

La phase de production comprend toutes les opérations permettant la consolidation des comptes du CNRS et des entités consolidées à partir des données collectées par la DCIF.

A cette fin, la DCIF collecte préalablement auprès de ses filiales l'ensemble des documents comptables nécessaires à la réalisation des travaux par le titulaire et, après un examen formel destiné à s'assurer de leur cohérence et de leur exhaustivité, les transmet aussitôt à ce dernier en même temps que ceux relatifs au CNRS.

Pour sa part, le titulaire fournit à la DCIF les explications qu'elle souhaite obtenir sur la méthodologie suivie pour la réalisation de la phase de production, et notamment sur les retraitements d'homogénéisation.

Ces retraitements d'homogénéisation portent essentiellement sur les brevets du CNRS exploités par CNRS Innovation, sur les immobilisations corporelles du GANIL et enfin sur les produits et charges exceptionnels de l'ensemble des filiales (lesquels ne doivent pas apparaître dans les comptes consolidés du groupe).

L'attention du titulaire est attirée sur le fait qu'il doit consolider les comptes des entités identifiées du présent CCP et notamment ceux d'une filiale italienne, d'une filiale américaine et d'une filiale singapourienne qui sont soumises à des normes comptables différentes des normes françaises.

6.2.3. La phase de restitution

La phase de restitution comprend la réalisation et la production, par le titulaire, des états d'analyse nécessaires à l'exploitation des données de consolidation ainsi que la rédaction des états financiers et notes annexes selon le format qui est défini préalablement par le CNRS.

La présentation des états financiers des comptes consolidés doit être en cohérence avec celle des comptes sociaux du CNRS.

Le titulaire doit assurer la reddition des comptes consolidés pour l'exercice N, au plus tard le 15 février N+1, l'année N correspondant à celle de l'exercice des comptes consolidés.

Enfin, le titulaire doit être en capacité de répondre aux questions des commissaires aux comptes et de leur fournir les documents dont ces derniers ont besoin pour leur audit, afin de permettre la certification des comptes consolidés dans les temps impartis.

ARTICLE VIII – MODALITES D'EXECUTION ET DE SUIVI DES PRESTATIONS

8.1. Délais d'exécution

S'agissant des comptes faisant l'objet de la consolidation, le titulaire doit assurer la reddition des comptes consolidés pour chaque exercice auprès du CNRS, au plus tard le 15 février N+1 (l'année N correspondant à celle de l'exercice des comptes consolidés).

En cas de modification et/ou de prolongation des délais contractuels demandée par le titulaire en fonction du déroulement et de l'avancement des prestations, celui-ci doit prévenir, par écrit, le CNRS des raisons et motifs de retard dans l'exécution des prestations dans les conditions de l'article 13 du CCAG/FCS. Les nouveaux délais d'exécution et/ou de remise des livrables sont approuvés par le CNRS dans les conditions de l'article 13 du CCAG/FCS.

Le calendrier prévisionnel d'exécution proposé par le titulaire du marché dans son offre technique devient définitif lors de l'attribution du marché. Des modifications minimales peuvent éventuellement intervenir dans le calendrier, pendant l'exécution du marché, en accord entre le CNRS et le titulaire, sans que le terme ne puisse être modifié.

L'attention du titulaire est attirée sur la nécessité de respecter le calendrier détaillé en fonction des contraintes de temps telles que susvisées.

8.2. Les interlocuteurs désignés par le CNRS

Dès la notification du marché, le CNRS désigne un interlocuteur au sein de la DCIF chargé de le représenter dans l'ensemble du suivi de l'exécution des prestations du présent marché.

Le CNRS peut librement procéder au remplacement de ses interlocuteurs, sous réserve d'en informer le titulaire. Les interlocuteurs ont la faculté de s'adjoindre toute personne dont le concours leur est utile.

Les tâches suivantes sont confiées à la responsabilité des interlocuteurs du CNRS :

- assurer les relations entre le titulaire et les entités consolidées en informant notamment les filiales du CNRS du titulaire du présent marché ;
- mettre à disposition du titulaire, dans les délais qui lui sont impartis, les éléments en leur possession nécessaires à l'exécution des prestations ;

- s'assurer de la transmission au titulaire, dans les délais impartis, des éléments en possession des filiales permettant au titulaire de réaliser les tâches et les livrables qui sont de son ressort.

Le CNRS s'engage à faciliter l'accès au site du CNRS de l'équipe des agents du titulaire pour l'exécution des prestations relatives au présent marché lorsque le titulaire est amené à se rendre, occasionnellement, au siège du CNRS situé au 3, rue Michel Ange à Paris 16^{ème} arrondissement.

8.3. Les interlocuteurs désignés par le titulaire

Le titulaire désigne un « responsable de mission » qui assure le suivi et la bonne exécution du marché.

Le titulaire a l'obligation de maintenir en place les moyens techniques et humains décrits dans son offre et repris dans sa proposition technique pour assurer l'exécution des prestations pendant toute la durée du marché.

Les interlocuteurs désignés par le titulaire peuvent être remplacés :

- sur demande expresse du CNRS en cas d'incapacité physique entraînant un arrêt de travail supérieur à quinze (15) jours ouvrés ;
- sur demande expresse du CNRS en cas de compétence insuffisante d'un intervenant du titulaire ;
- sur demande du titulaire après accord du CNRS.

Dans l'éventualité où l'une des personnes nommées dans son offre et dans sa proposition technique n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser immédiatement le CNRS dans les meilleurs délais et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres au CNRS dans un délai de cinq (5) jours à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent.

Le remplaçant est considéré comme accepté si le CNRS ne le récusé pas dans un délai de dix (10) jours à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le CNRS récusé le remplaçant, le titulaire dispose de dix (10) jours pour désigner un autre remplaçant et en informer le CNRS. A défaut de désignation, ou si ce remplaçant est récusé dans le délai de dix (10) jours indiqué ci-dessus, le marché peut être résilié.

Il est expressément entendu que le personnel du titulaire demeure, à tous les égards, le salarié de ce dernier (légitimation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements...). Tout accident ou maladie pouvant affecter le personnel du titulaire pendant la durée de la prestation est entièrement pris en charge par celui-ci.

8.4. Suivi des prestations

Dans le cadre du présent marché, il est prévu une réunion de cadrage organisée au cours du mois d'octobre de chaque exercice entre les entités consolidées, le titulaire et la DCIF afin d'établir le calendrier, d'organiser les travaux et de diffuser les informations préalablement définies (cf. V *supra*).

Les personnes concernées doivent y participer en visioconférence ou en présentiel.

Le suivi des prestations du marché est assuré par les interlocuteurs du CNRS et le responsable de mission du titulaire.

8.5. Les obligations particulières du titulaire

Les prestations sont exécutées sous l'entière responsabilité du titulaire, qui doit se conformer à la réglementation en vigueur et assurer les diligences directement liées à sa mission.

Le titulaire respecte le secret professionnel auquel la loi le soumet. Il fait preuve de prudence et de discrétion dans l'utilisation des informations qui concernent des personnes ou entités à l'égard desquelles il n'a pas de mission légale. Il ne communique les informations qu'il détient qu'aux personnes légalement qualifiées au sein du CNRS pour en connaître.

Ainsi, le titulaire et son équipe s'interdisent de communiquer à quiconque, directement ou indirectement, tout ou partie des informations, et documents de toute nature, techniques, financières, administratives, juridiques et stratégiques, dont ils auraient eu connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Tous les documents ou informations qui sont portés à la connaissance du titulaire ou qui sont produits dans le cadre de l'exécution du présent marché sont protégés et gardés strictement confidentiels. Ils ne peuvent être divulgués par le titulaire à des personnes tierces au présent marché sans l'autorisation préalable du CNRS.

Le titulaire garantit que ses employés, co-traitants ou sous-traitants connaissent et respectent cette obligation de confidentialité.

Le titulaire déclare se soumettre aux obligations résultant pour lui de l'application de ces mesures ainsi qu'à celles découlant de l'ensemble des textes législatifs et réglementaires relatifs à sa profession.

8.6. Réception des prestations

Les prestations sont réceptionnées par le CNRS selon les dispositions des articles 22 à 28 du CCAG/FCS.

8.7. Clause de propriété

Tous les résultats et documents produits dans le cadre de l'exécution des prestations sont la propriété exclusive du CNRS, qui en a la libre utilisation. Il en va de même de tous les moyens, documents et supports qui sont mis à la connaissance du titulaire.

Le titulaire cède au CNRS les droits patrimoniaux attachés aux travaux produits dans le cadre du marché pour les besoins du CNRS, à l'exclusion de toute utilisation commerciale, pour tous pays et pour la durée des droits.

Cette cession comprend notamment le droit de reproduction sur tous supports et le droit de représentation.

ARTICLE IX – MODALITES DE RESTITUTION ET LIVRABLES

Le titulaire s'engage sur les livrables ainsi que sur les délais d'exécution (au plus tard le 20 février N+1 (l'année N correspondant à celle de l'exercice des comptes consolidés) et de remise des livrables tels que prévus dans son offre technique et selon les modalités suivantes :

- Pour chaque exercice comptable concerné et selon la périodicité fixée dans son offre, le titulaire doit restituer, sous format dématérialisé traitement de texte (en format Word), les livrables dans les conditions de forme et de contenu tels que définis dans son offre technique.

En cas de modifications de forme et/ou de contenu des livrables par les parties, celles-ci doivent être présentées par le titulaire lors des réunions contractuelles pour validation par le CNRS. Les modifications sont précisées dans le compte-rendu de ces réunions soumis à l'approbation du CNRS.

Les livrables attendus par le CNRS sont les suivants :

- le dossier d'analyse qui présente pour chaque poste du compte de résultat et du bilan l'explication des montants consolidés ventilés par entité du groupe ;
- les états financiers des comptes consolidés accompagnés des annexes ;
- la balance consolidée,
- la méthodologie suivie pour les retraitements comptables opérés.

ARTICLE X – PRIX

10.1. Forme des prix

Le marché est traité à prix global et par exercice, tel qu'indiqué dans l'annexe financière de l'acte d'engagement du présent marché.

Les prix comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que tous les frais inhérents à la réalisation des prestations (frais de secrétariat, de reproduction, etc.) nécessaires à la réalisation des prestations.

Aux prix ainsi définis s'applique la T.V.A. au taux en vigueur au jour de l'émission de la facture.

10.2. Prix de règlement

Les prix hors taxe du présent marché sont fermes et non révisables pendant toute la durée d'exécution du marché.

ARTICLE XI – AVANCE

Les règles relatives aux avances sont fixées par les articles L.2191-2 et L.2191-3 et aux articles R.2191-3 à R.2191-12 du code de la commande publique.

ARTICLE XII – MODALITES DE REGLEMENT

Par dérogation à l'article 11.3 du CCAG-FCS, le règlement est effectué après certification du service fait sur présentation de la facture correspondant à l'exécution des prestations constatées par le CNRS.

Les factures afférentes aux prestations exécutées sont obligatoirement transmises via Portail Chorus Pro. A défaut, elles font l'objet d'un rejet.

Outre les mentions obligatoires prévues par la réglementation, les factures doivent comporter les renseignements suivants :

- Références du présent marché (objet, numéro),
- Date de début d'exécution et lieu d'exécution,
- Nature de la prestation et le détail des prestations exécutées,
- Montant hors taxe,
- Taux et montant de la TVA applicable,
- Montant total toutes taxes comprises en euros.

A défaut des mentions permettant leur identification, les factures feront l'objet d'un rejet.

Conformément à l'article R. 2192-10 du code de la commande publique, le délai global de paiement des sommes dues par le CNRS, au titre du présent marché est de trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture transmise par le titulaire aux services de la personne publique contractante. Toutefois, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la facture.

La date de réception de la facture et la date d'exécution des prestations sont constatées par les services de la personne publique contractante. À défaut, la date de la facture augmentée de deux jours fait foi. En cas de litige, il appartient au titulaire de la commande d'administrer la preuve de cette date. Le délai global de paiement expire à la date du règlement par le comptable au sens du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Le règlement est effectué par virement au compte ouvert au nom du titulaire concerné à partir de son RIB ou de son RIP original.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire au bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai. Conformément à la réglementation en vigueur, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principale la plus récente effectuée avant le premier jour du calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

Le retard de paiement donne également lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est fixé par voie réglementaire (article L2192-13 du code de la commande publique)

Le dépassement du délai de paiement peut donner lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros (Décret n° 2012-1115 du 2 octobre 2012).

L'ordonnateur de la dépense est la déléguée régionale de Paris Michel-Ange. Le comptable assignataire des paiements est l'Agent comptable secondaire de la Délégation Paris Michel-Ange.

ARTICLE XIII – RESPONSABILITES ET ASSURANCES

13.1. Responsabilités

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence il est seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement, à son personnel ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant au CNRS ou à des tiers.

13.2. Assurance

Le titulaire du marché doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeurera en cours de validité pendant la durée d'exécution du marché, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés au personnel du CNRS ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant au CNRS ou à des tiers à l'occasion des prestations, objet du marché.

Le titulaire s'engage à souscrire une assurance suffisante et doit produire à toute demande du CNRS une attestation mise à jour de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

ARTICLE XIV – PENALITE ET REFACTIONS

14.1. Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, une pénalité est applicable, sans mise en demeure préalable du titulaire par le CNRS, une pénalité égale à deux mille (2.000) euros par jour ouvré de retard pour non-respect des délais d'exécution et/ou pour la remise des livrables tels que figurant dans la proposition technique du titulaire (cf. IX *supra*)

La pénalité n'est pas plafonnée et peut se cumuler.

14.2. Le titulaire encourt, en cas d'exécution partielle ou de non-exécution totale des prestations, des réfections, conformément à l'article 25 du CCAG/FCS.

ARTICLE XV – RESILIATION

En cas de cumul de pénalités, telles que prévues à l'article XIV du présent CCP, d'un montant total supérieur à six mille (6.000) euros, le CNRS se réserve la possibilité de résilier le marché à tout moment, sans indemnité ni préavis.

Le marché est résilié de plein droit, sans indemnité ni préavis en cas de faillite du titulaire ou si celui-ci n'exécute pas les prestations définies au présent marché.

Par dérogation à l'article 29 du CCAG/FCS, la résiliation non constitutive d'une faute du titulaire n'entraîne pas le versement d'indemnité à celui-ci, à l'exception des frais engagés.

Les autres dispositions du CCAG/FCS, notamment celles du chapitre VI, s'appliquent sans aucune autre restriction.

ARTICLE XVI – LITIGES

Si un différend survient à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché, les parties s'efforcent de le régler à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, seul le droit français est applicable et le litige est porté devant la juridiction française compétente (le tribunal administratif de Paris).

ARTICLE XVII – DEROGATIONS AU CCAG/FCS

Les articles du présent Cahier des clauses particulières dérogent aux articles du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) listés dans le tableau ci-dessous dérogeant respectivement aux articles du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG/FCS).

Articles du CCP	Articles du CCAG/FCS
Article V : Pièces constitutives du marché	Articles 4.1 et 4.2.2
Article XII : Modalités de règlement	Article 11.3
Article XIV : Pénalités et réfections	Article 14
Article XV : Résiliation	Article 29

ANNEXES AU CCP N° 2020APA008

Périmètre de consolidation au 31 décembre 2019

Nom de la filiale	Nature juridique	Droit de vote du CNRS	Méthode de consolidation
CNRS @Create	Société privée de droit singapourien	100,00%	Intégration globale
CNRS Editions	SA	99,99%	Intégration globale
CNRS Innovation	SA	69,60%	Intégration globale
Synchrotron SOLEIL	Société civile	72,00%	Intégration proportionnelle
Grand accélérateur d'Ions lourds (GANIL)	GIE	50,00%	Intégration proportionnelle
Observatoire européen gravitationnel (EGO)	Consortium de droit italien	50,00%	Intégration proportionnelle
Institut de radio astronomie millimétrique (IRAM)	Société civile	47,00%	Intégration proportionnelle
Canada France Hawai Telescope Corporation (CFHTC)	Société à but non lucratif de droit américain	40,00%	Intégration proportionnelle
Centre européen de recherche en biologie et en médecine (CERBM)	GIE	33,33%	Intégration proportionnelle

LES COMPTES CONSOLIDÉS 2019 DU GROUPE CNRS

I - LE BILAN CONSOLIDÉ

ACTIF (en millions d'€uros)	Référence annexe	2018	2019		Net
			Valeurs brutes	Amort. & dépréciations	
Immobilisations incorporelles	Note 3.1	73	247	(176)	71
Immobilisations corporelles	Note 3.2	1 368	5 133	(3 766)	1 367
Immobilisations financières	Note 3.3	17	48	(28)	20
Titres mis en équivalence		0	0		0
ACTIF IMMOBILISE		1 458	5 428	(3 970)	1 458
<u>Stocks et en-cours</u>	<u>Note 3.4</u>	<u>2</u>	<u>3</u>	<u>(1)</u>	<u>2</u>
Créances clients et comptes rattachés	Note 3.5	221	189	(12)	177
Autres créances	Note 3.6	11	9	0	9
Créances diverses	Note 3.7	798	779	(1)	778
<u>Créances d'exploitation</u>		<u>1 030</u>	<u>977</u>	<u>(13)</u>	<u>964</u>
Impôts différés actifs	Note 3.11	0	0		0
Disponibilités	Note 3.8	842	949	0	949
ACTIF CIRCULANT		1 874	1 929	(14)	1 915
TOTAL GENERAL		3 332	7 357	(3 984)	3 373

PASSIF (en millions d'€uros)	Référence annexe	2018	2019	
Capital		387		362
Subventions d'investissement		470		457
Réserves consolidées		904		927
Réserves de conversion		1		1
Résultat pat du groupe		14		(53)
Total Capitaux Propres	Note 3.9	1 776		1 694
<u>Intérêts minoritaires</u>	<u>Note 3.9</u>	<u>1</u>		<u>1</u>
<u>Provisions pour risques et charges</u>	<u>Note 3.10</u>	<u>313</u>		<u>357</u>
Emprunts et dettes financières	Note 3.12	8		10
Fournisseurs et comptes rattachés	Note 3.13	964		1 070
Autres dettes et comptes de régularisation	Note 3.14	271		242
<u>Dettes d'exploitation</u>		<u>1 243</u>		<u>1 322</u>
PASSIF A COURT TERME		1 556		1 679
TOTAL GENERAL		3 332		3 373

II - LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en millions d'€uros)	Référence annexe	2018	2019
Chiffre d'affaires		169	170
Autres produits d'exploitation		3 180	3 189
Produits d'exploitation	Note 4.1	3 349	3 359
Achats consommés		(163)	(166)
Charges de personnel	Note 4.2	(2 533)	(2 417)
Autres charges d'exploitation	Note 4.3	(466)	(466)
Impôts et taxes	Note 4.4	(5)	(174)
Dotations nettes aux provisions et dépréciations	Note 4.5	(167)	(182)
Charges d'exploitation		(3 334)	(3 405)
RESULTAT D'EXPLOITATION		15	(46)
Résultat financier	Note 4.6	(1)	(10)
RESULTAT COURANT DES ENTREPRISES INTEGREES		14	(56)
Résultat exceptionnel			3
RESULTAT AVANT IMPOT DES SOCIETES INTEGREES		14	(53)
Impôts sur le résultat	Note 4.7	0	0
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES		14	(53)
Résultat des sociétés mises en équivalence		0	0
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		14	(53)
Intérêts minoritaires		0	0
RESULTAT NET - PART DU GROUPE		14	(53)

III - DES COMPTES SOCIAUX AUX COMPTES CONSOLIDÉS

III - 1 Le bilan

ACTIF (en millions d'€uros)	Comptes sociaux CNRS 2019	Comptes consolidés 2019	Impact consolidation
Immobilisations incorporelles	68	71	3
Immobilisations corporelles	1 166	1 367	201
Immobilisations financières	13	20	7
ACTIF IMMOBILISE	1 247	1 458	211
<u>Stocks et en-cours</u>	1	2	1
Créances clients et comptes rattachés	170	177	7
Autres créances	9	9	0
Créances diverses	767	778	11
<u>Créances d'exploitation</u>	946	964	18
Impôts différés actif	0	0	0
Disponibilités	899	949	50
ACTIF CIRCULANT	1 846	1 915	69
TOTAL GENERAL	3 093	3 373	280

PASSIF (en millions d'€uros)	Comptes sociaux CNRS 2019	Comptes consolidés 2019	Impact consolidation
Financements de l'Etat	362	362	0
Subventions d'investissement	270	457	187
Réserves	899	927	28
Réserves de conversion groupe	0	1	1
Résultat de l'exercice	(42)	(53)	(11)
Total Fonds Propres	1 489	1 694	205
<u>Intérêts hors groupe</u>	0	1	1
<u>Provisions pour risques et charges</u>	327	357	30
Emprunts et dettes financières	7	10	3
Fournisseurs et comptes rattachés	1 060	1 070	10
Autres dettes et comptes de régularisation	210	242	32
<u>Dettes d'exploitation</u>	1 277	1 322	45
PASSIF A COURT TERME	1 604	1 679	75
TOTAL GENERAL	3 093	3 373	280

III - 2 Le compte de résultat

	Comptes sociaux CNRS	Comptes consolidés	Impact consolidation
(en millions d'euros)	2019	2019	
Chiffre d'affaires	167	170	3
Autres produits d'exploitation	3 159	3 189	30
Produits d'exploitation	3 326	3 359	33
Achats consommés	(158)	(166)	(8)
Charges de personnel	(2 375)	(2 417)	(42)
Autres charges d'exploitation	(488)	(466)	22
Impôts et taxes	(171)	(174)	(3)
Dotations nettes aux provisions et dépréciations	(165)	(182)	(17)
Charges d'exploitation	(3 357)	(3 405)	(48)
			0
RESULTAT D'EXPLOITATION	(31)	(46)	(15)
Résultat financier	(10)	(10)	0
RESULTAT COURANT DES ENTREPRISES INTEGREES	(41)	(56)	(15)
Résultat exceptionnel	(1)	3	4
			0
RESULTAT AVANT IMPOT DES SOCIETES INTEGREES	(42)	(53)	(11)
Impôts sur le résultat	0	0	0
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES	(42)	(53)	(11)
Résultat des sociétés mises en équivalence	0	0	0
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	(42)	(53)	(11)
Intérêts minoritaires	0	0	0
RESULTAT NET - PART DU GROUPE	(42)	(53)	(11)

IV - LE TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

(en millions d'euros)	2018	2019
OPERATIONS D'EXPLOITATION		
Résultat net total des entités consolidées	14	(53)
	0	0
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'exploitation	181	196
Variation du BFR	67	138
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DE L'EXPLOITATION	262	281
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations	(246)	(245)
Cession d'immobilisations	14	9
FLUX DE TRESORERIE AFFECTE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(232)	(236)
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Subventions d'investissement en provenance de l'Etat	21	25
Subventions d'investissement	25	34
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES OPERATIONS DE FINANCEMENT	46	59
Variation de trésorerie	75	104
Trésorerie d'ouverture	767	842
Trésorerie de clôture	842	946
<u>Variation de la période</u>	<u>75</u>	<u>104</u>

V - ANNEXES COMPTES CONSOLIDES

NOTE 1 – Informations relatives aux principes comptables

1.1 Faits caractéristiques de l'exercice 2019

Le CNRS applique, depuis le 1^{er} janvier 2016, le décret du 7 novembre 2012 relatif à la Gestion Budgétaire et Comptable Publique, lequel vise à enrichir l'information sur la situation financière des organismes, en complétant la comptabilité générale en droits constatés par une comptabilité budgétaire distincte.

A compter du 1^{er} janvier 2017, l'établissement applique le nouveau référentiel comptable constitué du recueil des normes comptables des établissements publics (RNCEP), de l'instruction commune et du plan de comptes commun. En conséquence, en 2019 et comme pour les deux années précédentes, les états financiers sont présentés selon le format requis par la norme 1 du RNCEP.

En revanche, les nouvelles dispositions de l'instruction commune, lesquelles sont entrées en vigueur en 2019, ne seront effectivement mises en œuvre par le CNRS qu'à compter de l'exercice ouvert au 1^{er} janvier 2020.

En outre, des dotations aux provisions pour coûts de démantèlement du GIE Ganil et de la société ILL ont été comptabilisées, à hauteur respectivement de 20 M€ et 40,5 M€, à la suite de la révision de ces coûts.

Enfin, un contrôle des déclarations sociales a été initié par l'URSSAF en fin d'année 2019. Ce contrôle prendra fin au cours de l'année 2020.

Les faits caractéristiques de l'exercice 2019 ayant une incidence notable sur les comptes consolidés sont les suivants :

- la société **CNRS @ Create** entre dans le périmètre de consolidation du groupe CNRS à compter du 1^{er} janvier 2019 ; cette société, créée en 2018 et dont le siège social se situe à Singapour, est détenue à 100% par le CNRS ;
- au cours de l'année 2019, le projet **Spiral2** du GIE Ganil s'est achevé par la mise en service des immobilisations constitutives de son coût de production, à hauteur de près de 46,4 M€.

1.2 Principes comptables

Les comptes consolidés du groupe CNRS sont établis selon la réglementation comptable française, et plus particulièrement le règlement CRC 99-02 du Comité de la Réglementation Comptable.

1.3 Méthodes de consolidation

1.3.1 La consolidation par intégration globale, proportionnelle ou mise en équivalence

Les entités dans lesquelles le groupe CNRS exerce un **contrôle exclusif** de fait ou de droit sont consolidées par **intégration globale**.

Ainsi, les sociétés **CNRS Editions**, **CNRS Innovation** et **CNRS @ CREATE** ont été consolidées selon cette méthode.

La notion de contrôle s'entend comme « *le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir les avantages de ses activités* ». Les états financiers des sociétés contrôlées sont consolidés dès que le contrôle devient effectif et jusqu'à ce que le contrôle cesse.

L'intégration globale consiste :

- à intégrer dans les comptes du CNRS les éléments des comptes des entités consolidées (après retraitements éventuels)
- à présenter distinctement au passif du bilan, sur la ligne « intérêts minoritaires », la part des tiers dans les capitaux propres des filiales en dehors des capitaux propres revenant au groupe CNRS.

Les entités dans lesquelles le groupe CNRS exerce un **contrôle conjoint** de fait ou de droit sont consolidées par **intégration proportionnelle**. Le contrôle conjoint s'entend par « *le partage du contrôle entre un nombre limité d'actionnaires dans le cadre d'un accord contractuel, prévoyant l'exercice du contrôle commun sur l'activité économique de la société et indiquant sa réalisation à travers des décisions à prendre conjointement* ».

La méthode de l'intégration proportionnelle consiste à retenir les actifs, passifs, les produits et les charges des entités à la quote-part de la participation détenue par le Groupe dans le capital de ces dernières.

Ainsi, les sociétés **Synchrotron SOLEIL, GANIL, EGO, IRAM, CFHTC et CERBM** ont été consolidées selon cette méthode. En revanche, la société Thémis, bien que détenue à 100% par le CNRS au 31 décembre 2019, est exclue du périmètre de consolidation, le CNRS n'ayant aucun contrôle sur cette société pour lesquelles les décisions sont prises par un administrateur judiciaire.

Les entités dans lesquelles un groupe exerce une **influence notable** sur la gestion et la politique financière sont **mises en équivalence** ; l'influence notable étant présumée lorsque plus de 20% des droits de vote sont détenus. La mise en équivalence consiste à retenir l'actif net et le résultat net d'une société au prorata de la participation détenue par la société mère dans le capital, ainsi que l'écart d'acquisition y afférant le cas échéant.

En outre, à la suite de la délibération du conseil d'administration du CNRS du 23 octobre 2017, est considérée comme non significative toute entité remplissant les deux conditions cumulatives suivantes :

- elle est placée sous influence notable, au sens de l'article L.233-17-2 du code de commerce, de l'entité mère ;
- les capitaux propres de l'entité représentent, à la date de clôture de l'exercice précédent, moins de 5 % du montant total des capitaux propres du groupe consolidé, ceux de l'entité inclus.

Il n'y a pas de société mise en équivalence dans le périmètre de consolidation de l'exercice 2019.

1.3.2 Les retraitements de consolidation

1.3.2.1. Les retraitements d'homogénéisation

Les comptes individuels des entités intégrées dans le périmètre de consolidation font l'objet de retraitements d'homogénéité afin de respecter les mêmes règles et méthodes comptables au sein du groupe CNRS.

1.3.2.2. Les retraitements de consolidation

Toutes les transactions, ainsi que les actifs et passifs réciproques significatifs entre les sociétés consolidées par *intégration globale* sont éliminés. Il en est de même pour les résultats internes au groupe (dividendes, plus-values, etc.).

1.3.2.3. La date de clôture

Toutes les entités appartenant au périmètre de consolidation clôturent leurs exercices sociaux au 31 décembre.

1.3.3 Les méthodes comptables

1.3.3.1. Les financements de l'Etat

Les *financements de l'Etat* du CNRS sont constitués par les dotations et affectations de l'Etat ainsi que par les dons et legs en capital.

Les financements par l'Etat d'actifs du CNRS sont repris au résultat au même rythme que l'amortissement financé.

1.3.3.2. Les immobilisations incorporelles

Les *immobilisations incorporelles* sont évaluées à leur coût d'acquisition. Le CNRS a opté pour la méthode consistant à comptabiliser les frais de dépôt des brevets à l'actif de son bilan. Ces brevets sont amortis selon la durée de la protection juridique dont ils bénéficient. Cette durée est principalement de 20 ans. Néanmoins, pour les brevets européens et les brevets « *Patent Cooperation Treaty* », cette durée varie entre 18 mois et 5 ans.

L'amortissement des immobilisations incorporelles est calculé suivant le mode linéaire, en fonction de la durée d'utilisation qui correspond à la durée de protection juridique pour les brevets et à compter de la date de mise en service laquelle est constituée par la date de dépôt pour les brevets.

Le plan d'amortissement des immobilisations incorporelles du CNRS est le suivant :

- Frais de recherche et de développement	4 ans
- Logiciels	5 ans
- Brevets	20 ans
- Autres immobilisations incorporelles	5 ans

1.3.3.3. Les immobilisations corporelles

Les *immobilisations corporelles* sont valorisées au coût historique d'acquisition, hors charges financières et frais d'administration. L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé suivant le mode linéaire, en fonction de la durée d'utilisation du bien.

Le tableau infra prend en compte les composants retenus et les durées d'amortissement qui leur sont associées pour le CNRS :

Immobilisations corporelles	durée
Agencements et aménagements de terrains	25 ans
Bâtiments- structure	50 ans
Bâtiments- aménagements extérieurs	25 ans
Bâtiments- équipements techniques	20 ans
Bâtiments- finitions intérieures	10 ans
Installations générales, agencements et aménagements des constructions	10 ans
Installations techniques, matériels et outillage	5 ans*
Installations à caractère spécifique	10 ans
Matériel et outillage	5 ans
Matériel de transport terrestre	5 ans
Matériel naval	10 ans

Matériel du bureau et matériel informatique scientifique	5 ans
Matériel informatique bureautique	5 ans
Mobilier	5 ans
Matériel divers	5 ans

* Certains grands projets scientifiques ont fait l'objet d'un amortissement plus long, adapté à leur nature.

1.3.3.4. Actifs et passifs de démantèlement

Le groupe comptabilise des provisions pour démantèlement pour ses installations. Ces provisions sont principalement évaluées par des tiers externes et concernent les entités Synchrotron SOLEIL, GANIL et ILL.

La provision est désactualisée à la fin de chaque exercice : la désactualisation représente l'augmentation de la provision due au passage du temps, en lui appliquant le taux d'actualisation initialement retenu lors de sa constitution. La contrepartie de cette provision est portée directement à l'actif du bilan sous la rubrique « immobilisations corporelles » pour les dépenses à la charge de la société. Cet actif de démantèlement est amorti sur la même durée.

Le taux d'actualisation retenu pour les entités ILL et GANIL est de 3,75% tandis que le taux d'inflation est de 1,40%. Ces taux proviennent du CEA.

1.3.3.5. Les contrats de location financement

Le groupe n'a pas opté pour la méthode préférentielle du règlement CRC n° 99-02 du 29 avril 1999 consistant à activer l'immobilisation qui fait l'objet de la location en contrepartie d'un emprunt. Le groupe CNRS constate les loyers en charges d'exploitation et n'active pas le bien qui fait l'objet de la location.

1.3.3.6. Les immobilisations financières

Les *titres de participation* sont comptabilisés pour leur coût d'acquisition ou leur coût de revient. Des dépréciations sont constatées lorsque la quote-part de capitaux propres détenue ou l'estimation par rapport à la valeur d'usage devient inférieure au coût d'acquisition.

1.3.3.7. Les stocks et en-cours

Les stocks de produits intermédiaires et de produits finis sont évalués à leur coût moyen pondéré établi à partir de leur coût d'achat (à l'exclusion des frais généraux et des charges financières). Lorsque la valeur réelle est inférieure à la valeur constatée dans les comptes, il est constitué une provision à hauteur de la différence.

1.3.3.8. Les créances clients et comptes rattachés

Les *créances clients* sont évaluées à leur valeur nominale. Une dépréciation est constituée pour tenir compte des risques de non recouvrement. Cette provision est évaluée sur la base d'une analyse individuelle compte client par compte client.

1.3.3.9. Les provisions pour risques

Des *provisions pour risques* sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation du groupe à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers. Ces provisions sont estimées selon leur nature en tenant compte des hypothèses les plus probables.

1.3.3.10. Les indemnités pour départ à la retraite

Conformément à la possibilité offerte par le règlement CRC n° 99-02 du 29 avril 1999, le groupe CNRS ne constate pas de provision pour indemnités pour départ à la retraite dans ses comptes consolidés. Ces engagements ne sont pas significatifs au 31 décembre 2019.

1.3.3.11. Les impôts

L'activité tirée des activités conduites dans le cadre des missions du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche, principale activité du groupe, n'est pas soumise à l'impôt sur les bénéfices.

Pour les opérations non liées à l'activité de recherche et qui ne sont pas exonérées d'impôt sur les bénéfices, les impôts différés sont calculés en tenant compte des différences temporaires entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs au bilan, ainsi que des déficits fiscaux. La détermination des impôts différés prend en compte les retraitements apportés aux comptes sociaux en application des règles de consolidation. Les taux d'impôts retenus pour calculer les impôts différés à la clôture sont ceux résultant des textes fiscaux en vigueur et qui seront applicables lorsque la différence future se réalisera.

Les actifs d'impôt nets des passifs d'impôt font l'objet d'une dépréciation lorsque leur utilisation future est peu probable.

1.3.3.12. La subvention pour charges de service public

La *subvention pour charge de service public* (SCSP) représente le principal lien financier entre l'Etat et les opérateurs publics. Elle couvre l'ensemble des besoins de financement des établissements sans faire de distinction entre la partie relative aux investissements et celle concernant le fonctionnement.

1.3.3.13. Les ressources propres

Les *ressources propres* regroupent l'ensemble des fonds perçus par le CNRS en dehors des subventions accordées par le ministère de tutelle. Les ressources propres recouvrent ainsi une assez large diversité de situations, et notamment : les subventions européennes, les contrats de recherche conclus avec des entreprises privées, les conventions signées avec des collectivités locales qui s'impliquent dans la recherche.

1.3.3.14. Les subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont comptabilisées en comptes de fonds propres. Ces subventions sont rapportées au résultat, en produits exceptionnels, au même rythme que les amortissements pour dépréciation des immobilisations qu'elles permettent de financer.

1.3.3.15. La comptabilisation des produits selon l'instruction DGFIP du 20 novembre 2013 pour les subventions reçues et suivant la méthode à l'avancement pour les contrats de recherche

Depuis le 1^{er} janvier 2014, le CNRS applique l'instruction DGFIP datée du 20 novembre 2013 relative aux modalités de comptabilisation des subventions reçues pour comptabiliser les produits liés aux subventions (cf. *supra* annexe sur les comptes individuels 2019, note 1, point 1-3-6 Les ressources).

1.3.3.16. Le résultat exceptionnel

Les *charges et produits exceptionnels* sont constitués des éléments significatifs qui, en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel et de leur non récurrence, ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle de la société.

1.4 Evènements post-clôture

Néant.

NOTE 2 – Périmètre de consolidation

Au 31 décembre 2019, le périmètre de consolidation se présente de la façon suivante :

ENTITES FRANCAISES				2019			2018		
	Sigle	Nature juridique	SIRET	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode de consolidation (*)	Taux d'intérêt	Taux de contrôle	Méthode de consolidation (*)
CNRS		Entité Mère		100,00 %	100,00 %	IG	100,00 %	100,00 %	IG
Centre Européen de Recherche en Biologie et en Médecine	CERBM	GIE	38111246500020	33,00 %	33,00 %	IP	33,00 %	33,00 %	IP
CNRS Editions	CNRS Editions	SA	33431702100023	99,99 %	99,99 %	IG	99,99 %	99,99 %	IG
CNRS Innovation	CNRS Innovation	SA	38846115400030	69,60 %	69,60 %	IG	69,60 %	69,60 %	IG
Grand Accélérateur d'Ions Lourds	GANIL	GIE	18008901303498	50,00 %	50,00 %	IP	50,00 %	50,00 %	IP
Institut de Radio Astronomie Millimétrique	IRAM	Société civile	31650123800026	47,00 %	47,00 %	IP	47,00 %	47,00 %	IP
Synchrotron SOLEIL	SOLEIL	Société civile	43968490300016	72,00 %	72,00 %	IP	72,00 %	72,00 %	IP

ENTITES ETRANGERES				2019			2018		
Nom de la filiale	Sigle	Nature juridique		% d'intérêt	% de contrôle	Méthode de consolidation (*)	Taux d'intérêt	Taux de contrôle	Méthode de consolidation (*)
Observatoire Européen Gravitationnel	EGO	Consortium		50,00 %	50,00 %	IP	50,00 %	50,00 %	IP
Canada France Hawaii Telescope Corporation	CFHTC	Société à but non lucratif		40,00 %	40,00 %	IP	40,00 %	40,00 %	IP
CNRS @ CREATE	CNRS CREATE	Société à but non lucratif		100,00 %	100,00 %	IG			NI

(*) : IG : intégration globale, IP : intégration proportionnelle, MEE : mise en équivalence, NI : non intégrée

NOTE 3 – Compléments d'informations relatifs au bilan

3.1 Immobilisations incorporelles

(en millions d'€uros)	Ouverture	Acquisitions	Dotations	Cessions	Reclassements	Clôture
Immobilisations incorporelles en cours	2	4			(3)	3
Concessions, brevets & droits similaires	210	8		(10)	4	212
Autres immobilisations incorporelles	31	1				32
VALEURS BRUTES	243	13		(10)	1	247
Amt/Dép. conc, brevets & dts similaires	(143)		(10)	6		(147)
Amt/Dép. autres immos incorp.	(27)		(2)			(29)
AMORTISSEMENTS	(170)	0	(12)	6	0	(176)
						0
Immobilisations incorporelles en cours	2	4	0	0	(3)	3
Concessions, brevets & droits similaires	67	8	(10)	(4)	4	65
Autres immobilisations incorporelles	4	1	(2)	0	0	3
						0
VALEURS NETTES	73	13	(12)	(4)	1	71

Le tableau de variation des immobilisations incorporelles retrace notamment les acquisitions de logiciels, les opérations liées aux brevets et celles relatives aux systèmes d'information. Aucune évolution significative n'est constatée entre 2018 et 2019.

3.2 Immobilisations corporelles

(en millions d'€uros)	Ouverture	Acquisitions	Dotations	Cessions	Reclassements	Clôture
Terrains	61				1	62
Agencements sur terrains	5					5
Constructions	1 095	11			155	1 261
Installations tech, matériel & outillage	3 080	93		(69)	(15)	3 089
Autres immobilisations corporelles	674	31		(162)	1	544
Immobilisations corporelles en cours	211	80		0	(137)	154
Avances et acomptes s/immo. corp.	22	1		0	(6)	17
VALEURS BRUTES	5 148	216		(231)	(1)	5 132
Dépréciations des terrains	(9)					(9)
Amt/Dép. Agencements sur terrains	(2)					(2)
Amt/Dép. constructions	(669)		(40)	3		(706)
Amt/Dép. install tech, matériel & outil.	(2 525)		(141)	66		(2 600)
Amt/Dép. autres immobilisations corp.	(576)		(34)	162	(0)	(448)
AMORTISSEMENTS	(3 781)	0	(215)	231	(0)	(3 765)
Terrains	52	0	0	0	1	53
Agencements sur terrains	3	0	0	0	0	3
Constructions	426	11	(40)	3	155	555
Installations tech, matériel & outillage	555	93	(141)	(3)	(15)	489
Autres immobilisations corporelles	98	31	(34)	0	1	96
Immobilisations corporelles en cours	211	80	0	0	(137)	154
Avances et acomptes s/immo. corp.	22	1	0	0	(6)	17
						0
VALEURS NETTES	1 367	216	(215)	0	(1)	1 367

Les immobilisations corporelles s'élèvent en 2019 à 5 132 M€ en valeur brute (contre 5 148 M€ en 2018).

Les cessions des autres immobilisations corporelles s'élèvent à 162 M€.

Cette évolution notable s'explique par le programme de récolement physique des matériels informatiques totalement amortis, mené par le CNRS, qui a été mis en œuvre par les unités au cours de l'année 2019. Cette action des unités s'est donc traduite par un montant très significatif de sorties de biens par mise au rebut (environ 119 M€ sont liés au récolement physique, sur un total de mise au rebut de 159 M€).

Le poids de la filiale SOLEIL dans les immobilisations corporelles en valeurs nettes du Groupe est de 14%. Il représente :

- 8,04% des constructions (soit 45 M€);
- 25,96% des installations techniques (soit 127 M€) ;
- 2,08% des autres immobilisations corporelles (soit 7 M€).

Les impacts du décret 2008-1248 du 1^{er} décembre 2008 et de la mise en place de conventions de délégations de gestion :

• Décret n°2008-1248 du 1^{er} décembre 2008 relatif à l'utilisation des immeubles domaniaux par les services de l'Etat et ses établissements publics

Le décret ainsi que les circulaires d'application de janvier 2009 ont remplacé le dispositif de remise en dotation aux établissements publics par un dispositif de conventions d'occupation moyennant le paiement de loyers budgétaires. La signature de telles conventions établies selon le modèle fixé par l'arrêté du 21 avril 2009 maintient les biens sous le contrôle des opérateurs.

Au 31 décembre 2019, 50 conventions d'occupation ont été signées ou sont en cours de signature.

- **Mise en place de conventions de délégations de gestion entre le CNRS et les universités**

Dans le cadre des orientations données par son conseil d'administration, le CNRS définit actuellement avec ses principaux partenaires (universités) des conventions de délégation globale de gestion (DGG).

Afin de clarifier la gestion des unités mixtes de recherche (sous la double tutelle du CNRS et des universités), la gestion administrative et financière de ces unités peut être confiée à un seul partenaire (universités ou CNRS selon les cas). L'entité gestionnaire (délégataire) reçoit alors une subvention de fonctionnement de la part du partenaire (délégant) qui lui a confié la gestion de l'unité.

A la signature de la convention, le délégant peut mettre à disposition du délégataire des matériels ou des immeubles.

Ces mises à disposition ne transfèrent pas, du délégant au délégataire, le contrôle des biens concernés. Elles sont, en effet, pour le délégant, des affectations de ressources à des travaux de recherche, réalisés au travers des UMR, conformément à ses statuts et missions. Ainsi, le délégant ne se dessaisit pas des avantages économiques ou des potentiels de service des équipements considérés.

La première convention a été signée en 2009. Au 31 décembre 2019, 112 conventions sont en cours :

- **40 conventions de DGG totale signées, dont 21 DGG CNRS et 19 DGG universitaires ou autres partenaires ;**
- **72 conventions de DGG partielle signées, dont 54 DGG CNRS et 18 DGG universitaires ou autres partenaires.**

3.3 Immobilisations financières

(en millions d'€uros)	Ouverture	Acquisitions	Dotations	Cessions	Variations des cours de change	Reclassements	Clôture
Titres des sociétés non consolidées	19	13		(1)	0	0	31
Autres titres immobilisés	10	1		(1)	0	2	12
Prêts	8	1		(1)	0	(3)	5
VALEURS BRUTES	37	15		(3)	0	(1)	48
Dépréciations des titres	(20)		(9)	0	0	1	(28)
Dép. des titres immobilisés - courant				0	0		0
DEPRECIATION	(20)	0	(9)	0	0	1	(28)
VALEURS NETTES	17	15	(9)	(3)	0	0	20

Le tableau ci-dessous présente les principaux titres des sociétés non consolidées qui appartiennent au CNRS et à CNRS Innovation (ex FIST), qui acquiert des titres pour le compte de ce dernier :

Société détenue <i>En millions d'€uros</i>	Montant	Société détentrice
ANR IEED PIVERT	0,5	CNRS
GENOPLANTE VALOR	0,2	CNRS
IFMAS SAS	0,2	CNRS
SATT Lyon Saint Etienne	2,7	CNRS
SATT Midi pyrénées	1,4	CNRS
SATT Conectus Alsace	4,7	CNRS
SATT SUD EST	4,1	CNRS
SATT axlr	0,7	CNRS
SATT Grand Est	0,9	CNRS
SATT Aquitaine	3,7	CNRS
SATT LUTECH	5,0	CNRS
SATT Nord Lille	1,1	CNRS
SATT Ouest valo	3,1	CNRS
SATT Linksium	0,9	CNRS
SATT ERGANE0	1,0	CNRS
Greenerwave	0,3	CNRS Innovation
Novimet	0,4	CNRS Innovation
	30,9	

3.4 Stocks et en-cours

Les ouvrages de CNRS Editions et les produits finis du CNRS constituent l'essentiel du stock du Groupe.

3.5 Clients et comptes rattachés

(en millions d'euros)	2018	2019
Créances clients et comptes rattachés	237	189
Dépréciations	(16)	(12)
VALEURS NETTES	221	177

Les créances clients du Groupe sont issues presque exclusivement des comptes sociaux du CNRS. En effet, les créances clients des autres entités consolidées représentent seulement 8 M€ (brut).

3.6 Autres créances

(en millions d'euros)	2018	2019
Avances et acomptes versés	11	9
VALEURS NETTES	11	9

3.7 Créances diverses

(en millions d'euros)	2018	2019
Autres créances diverses (valeur brute)	799	779
Dépréciations	(1)	(1)
VALEURS NETTES	798	778

Les autres créances diverses concernent essentiellement les produits à recevoir du CNRS.

Il s'agit des créances de l'établissement qui n'ont pas encore donné lieu à émission de factures au 31 décembre 2019. Pour l'entité CNRS, elles s'élèvent à 726 M€ en 2019 contre 729 M€ en 2018, soit une baisse de 0,5%.

Cette évolution est justifiée par :

- **La justification ou la clôture d'un grand nombre de projets de recherche pluriannuels ayant eu pour finalité la comptabilisation des titres de recette correspondants ce qui se traduit mécaniquement par la diminution des produits à recevoir.**
- **Le renforcement de la procédure de rattachement des produits de l'établissement au bon exercice en collaboration avec les laboratoires et les unités, entraînant la comptabilisation de titres de recettes définitifs.**

3.8 Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en millions d'euros)	2018	2019
Valeurs mobilières de placement	22	16
Dépréciations	0	0
Valeurs nettes des valeurs mobilières	22	16
Banque	820	933
Caisse		
Disponibilités	820	933
Concours bancaires courants	0	0
TOTAL	842	949

Les principales entités contributives aux valeurs mobilières de placement sont les entités GANIL pour 9 M€, CERBM pour 3 M€ et Synchrotron Soleil pour 3 M€.

Les principales entités contributives à la banque sont le CNRS pour 900 M€, IRAM pour 7 M€ et SOLEIL pour 13 M€.

Le montant des valeurs mobilières et des disponibilités a augmenté de 13% en 2019.

3.9 Fonds propres du Groupe

Le tableau de variation des fonds propres du Groupe se présente ainsi :

		Financements de l'Etat	Subventions d'équipement	Ecart de conversion	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Fonds propres part du groupe	Intérêts minoritaires
Situation au	31/12/2017	404	506	0	884	2	1 796	1
Affectation résultat					2	(2)	0	
Ecart de conversion							0	
Corrections sur exercices antérieurs			(5)		5		0	
Autres variations		(17)	(31)		14		(34)	
Résultat de l'exercice						14	14	
Situation au	31/12/2018	387	470	0	905	14	1 776	1
Affectation résultat					14	(14)	0	
Ecart de conversion				0			0	
Corrections sur exercices antérieurs							0	
Autres variations		(25)	(13)		9		(29)	
Résultat de l'exercice						(53)	(53)	
Situation au	31/12/2019	362	457	0	928	(53)	1 693	1

Les financements de l'Etat du groupe CNRS, constitués par les dotations et affectations de l'Etat et les dons et legs en capital du CNRS, s'élèvent à 362 millions d'euros au 31 décembre 2019 (contre 387 millions d'euros en 2018).

En outre, les fonds propres du groupe CNRS comprennent des corrections d'erreurs sur exercices antérieurs figurant en report à nouveau, d'un montant total net de 7,9 M€ pour l'année 2019. Plus précisément, ces corrections portent sur :

- **des retards de rattachements de financements sur immobilisations des exercices antérieurs, pour 7,2 M€ ;**

- des erreurs d'imputation comptable des financements (subventions de fonctionnement qualifiées à tort de subventions d'investissement), pour 0,7 M€ ;
- des corrections d'erreur diverses pour un montant non significatif.

3.10 Provisions

	Ouverture	Dotations de l'exercice	Reprise (prov. utilisée)	Autres mouvements	Clôture
(en millions d'Euros)					
Contentieux juridiques	3	1	(1)	0	3 0
Provisions pour risques	3	1	(1)	0	3
CET	186	12	(32)	0	166
Démantèlement	84	66		(2)	148
Congés payés	32			0	32
Autres charges	8	2	(2)	0	8
Provisions pour charges	310	80	(34)	(2)	354
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	313	81	(35)	(2)	357

Les provisions pour risques et charges concernent principalement le CNRS pour 327 M€.

- **Les provisions pour risques : 5 M€ (4 M€ en 2018)**

- **Les provisions pour litiges**

Le montant de la provision pour litiges demeure stable car il n'a augmenté en 2019 que de 0,8 M€.

Le nombre de litiges qui ont donné lieu à la comptabilisation d'une provision en 2019 est également très stable.

- **Les provisions pour pertes sur contrats**

En 2019, les contentieux relatifs aux conditions d'exécution des prestations par des tiers sont demeurés également très stables, étant donné que la hausse constatée n'est que de 0,1 M€.

- **Les provisions pour charges : 322 M€ (278 M€ en 2018)**

Les *provisions pour charges*, qui ont augmenté très significativement de 44 M€ en 2019, sont constituées des éléments suivants :

- **Les provisions relatives au compte épargne-temps (CET) : 152 M€**

Les dispositions relatives au CET sont régies par le décret n° 2009-1065 du 28 août 2009 et son arrêté d'application, lesquels instituent deux régimes différents :

- un régime pérenne applicable aux jours épargnés sur un CET ouvert au 31 décembre 2009 et au 31 décembre des années suivantes ;
- un régime spécifique dit « historique » applicable aux jours épargnés sur un CET au 31 décembre 2008.

- **CET dit « historique » 2009 : 16 M€**

Ce montant correspond à la valorisation des jours de congés épargnés et non monétisés déposés sur un CET. A ce titre, il a été recensé 35 222 jours de congés déposés sur un CET 2008, dont plus de 90% sont détenus par des agents de catégorie A. Le CET historique 2009, qui ne peut désormais plus être alimenté, est en légère diminution par rapport à l'année 2018 (-3 M€).

- CET pérenne : 137 M€

Ce montant correspond à la valorisation des jours de congés épargnés et non monétisés déposés sur un CET 2019 (congés de l'année 2018 non consommés en jours de report en 2019). A ce titre, il a été recensé 315 850 jours de congés déposés sur un CET 2019, dont près de 90% sont détenus par des agents de catégorie A.

Le CET 2019 est en forte diminution en 2019 de 29 M€ par rapport à l'année 2018. Cette diminution résulte d'une diminution du nombre de jours déposés par les agents sur le CET en 2019.

- Les provisions pour congés payés : 44 M€

A compter de 2018, il existe au CNRS deux catégories de provisions pour congés payés :

- la provision pour congés payés proprement dite, qui correspond à la valorisation des jours de congés au titre d'une année acquis par les agents, non pris à la clôture de l'exercice, non-inscrits sur un CET et reportables sur l'année suivante ;
- la provision pour dons de congés, qui est calculée sur la base du nombre de jours de congés payés donnés par les agents et constatés au 31 décembre de l'année.

- Provision pour congés payés : 41 M€

La provision pour congés payés est en forte augmentation en 2019 par rapport à l'année précédente (+12 M€). Ce constat s'explique par le comportement des agents, qui ont reporté un nombre de congés plus conséquent qu'au cours des années précédentes. Le nombre de jours de congés pris en compte dans le calcul s'élève à 170 855 au titre de la provision de l'année 2019. Il concerne principalement les agents de catégorie A.

- Provision pour dons de congés payés : 3 M€

Le nombre de jours de congés donnés par les agents et constaté au 31 décembre 2019 s'élève à 7 444. Ce nombre, qui est relativement stable, correspond aux dons effectués en 2019 et au cours des années antérieures, diminué des dons consommés au cours de l'année 2019.

- Les provisions pour coûts de démantèlement : 121 M€ (57 M€ en 2018)

Certains sites de recherche utilisés en partenariat avec des organismes français ou étrangers sont assortis d'engagements futurs pour financer le démantèlement d'équipements.

Jusqu'en 2018, quatre sites, l'*Institut Laue-Paul Langevin* (ILL), le GIE « *Grand Accélérateur National d'Ions Lourds* » (GANIL), l'«*European Synchrotron Radiation Facility* » (ESRF) et le *SYNCHROTRON SOLEIL* étaient concernés par des opérations de démantèlement lorsque les équipements arriveront en fin d'exploitation. Toutefois, pour le *SYNCHROTRON SOLEIL*, aucune provision n'est à constater puisqu'une fraction de la subvention versée annuellement par le CNRS est destinée à financer cette charge future (cf. *infra* note 4, point 4-2).

A compter de 2019, est également pris en compte dans ce périmètre l'observatoire Noema situé sur le Pic de Bure appartenant à l'*Institut de Radio-Astronomie Millimétrique* (IRAM). En effet, une évaluation des coûts de démantèlement de ce site a pu être menée, ce qui a permis d'arrêter des coûts répondant aux critères de fiabilité requis pour donner lieu à une provision pour charges.

En outre, en 2019, la mise en service de Spiral 2 du GIE Ganil a contribué à étendre le périmètre du démantèlement à ces installations.

Les provisions pour coûts de démantèlement ont connu une augmentation de plus de 50 % entre 2018 et 2019, entraînant une hausse de la provision de 64 M€ entre ces deux exercices.

Cette hausse provient :

- **de la prise en compte du coût de démantèlement de l'observatoire Noema appartenant à l'IRAM, à hauteur de 3,4 M€ ;**

- de la prise en compte des coûts de démantèlement relatifs aux installations de Spiral2 du GIE Ganil, à la suite de leur mise en service au cours de l'année 2019 et de la mise à jour de la provision pour démantèlement de l'équipement existant, à hauteur de 20 M€ ;
- surtout, de la révision globale des coûts de démantèlement des installations du site ILL qui, pour la part assumée par le CNRS, s'élèvent à 75,2 M€ en 2019 contre 34,7 M€ en 2018, soit une hausse de 40,5 M€.

Quant à l'ESRF, les coûts de démantèlement à la charge du CNRS n'évoluent pas de manière significative en 2019.

- **La provision pour prime d'intéressement des chercheurs : 5 M€ (4 M€ en 2018)**

Cette provision n'augmente que de manière peu significative entre 2018 et 2019 (+0,3 M€).

Par ailleurs, l'entité SOLEIL a une provision pour coûts de démantèlement de 39 M€ au 31 décembre 2019, dont 28 M€ sont pris en compte dans les comptes consolidés, compte tenu de la méthode d'intégration proportionnelle utilisée pour cette entité.

Conformément aux garanties financières prévues aux articles 23 et 24 des statuts de SOLEIL, le CNRS devrait assurer la couverture financière de cette provision à hauteur de sa quote-part de droits dans la société, soit 28 M€.

Enfin, un accord conclu entre les trois principaux associés de la société IRAM prévoit que les indemnités de licenciement du personnel en cas de fin d'activité de la société incombent à cette dernière ; toutefois, si cet accord, qui prend fin le 31 décembre 2024, n'était pas renouvelé, ces indemnités seraient versées par les associés, soit 1,6 M€ à la charge du CNRS compte tenu des dernières estimations opérées par la société. 0,4 M€ étant provisionnés au titre des indemnités de fin de carrière, non cumulables avec ces indemnités de licenciement, l'engagement hors bilan du CNRS est de 1,2 M€.

3.11 Impôts différés

Le groupe CNRS ne présente pas de données liées aux impôts différés au 31 décembre 2019, l'activité principale de recherche du CNRS n'étant pas soumise à l'impôt sur les sociétés.

3.12 Emprunts et dettes financières

L'endettement financier du groupe se décompose comme suit :

(en millions d'€uros)	2018	2019	<1an	>1an
Dettes financières diverses	7	7	7	0
Concours bancaires courants	1	3	3	0
TOTAL	8	10	10	0

Le CNRS est le principal contributeur aux dettes financières diverses du groupe (7 M€).

3.13 Fournisseurs, avances et acomptes reçus

(en millions d'€uros)	2018	2019	<1an	>1an
Fournisseurs et comptes rattachés	108	96	96	0
Avances et acomptes reçus	856	974	974	0
TOTAL	964	1 070	1 070	0

La répartition des dettes fournisseurs entre les entités du groupe se présente ainsi :

- CNRS pour 87 M€ ;
- SOLEIL pour 2 M€ ;

- CERBM pour 3 M€.

Les avances et acomptes reçus s'élèvent à 974 M€ en 2019 dont 972 M€ proviennent de l'entité CNRS.

3.14 Autres dettes et comptes de régularisation

(en millions d'euros)	2018	2019	<1an	>1an
Dettes fiscales et sociales	63	64	64	0
Dettes sur immobilisations	1	1	1	0
Comptes courants filiales	8	7	7	0
Produits constatés d'avance	63	65	65	0
Autres dettes	136	105	105	0
TOTAL	271	242	242	0

Les autres dettes et comptes de régularisation concernent principalement le CNRS pour un montant de 210 M€.

NOTE 4 – Compléments d'informations relatifs au compte de résultat

4.1 Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation 2019 se décomposent ainsi :

(en millions d'euros)	2018	2019
Chiffre d'affaires	169	170
Subventions pour charge de service public	3 127	3 139
Subventions d'exploitation	29	28
Autres produits d'exploitation	24	22
TOTAL	3 349	3 359

Le CNRS représente 97% du chiffre d'affaires du Groupe, le reste provenant essentiellement des sociétés CERBM et CNRS Editions.

4.2 Charges de personnel

(en millions d'euros)	2018	2019
Rémunérations du personnel	1 557	1 422
Charges sociales	976	995
TOTAL	2 533	2 417

Lors des exercices 2018 et antérieurs, les impôts et taxes sur rémunérations du CNRS étaient présentées en charges de personnel (sur la ligne « rémunérations du personnel » du tableau ci-dessus, pour un montant de 166 M€).

A partir de 2019, afin d'aligner les méthodes comptables utilisées sur le Plan Comptable Général, ces charges sont présentées en « impôts et taxes ».

Les charges de personnel de groupe se répartissent ainsi :

- CNRS : 2 375 M€ ;
- CNRS Editions : 1 M€ ;
- CNRS Innovation : 3 M€ ;
- EGO : 2 M€ ;
- IRAM : 4 M€ ;
- CFHTC : 2 M€ ;
- CERBM : 5 M€ ;
- SOLEIL : 24 M€.

Les charges de personnel représentent 71 % des charges d'exploitation du Groupe et connaissent, à méthode comptable constante, une augmentation de 53 M€ sur l'exercice 2019 principalement sur le CNRS.

4.3 Autres charges d'exploitation

(en millions d'euros)	2018	2019
Sous-traitance générale	47	46
Location, entretien, assurances	68	62
Honoraires et prestations extérieures	17	19
Transports, déplacements et réceptions	123	122
Autres achats et charges externes	4	22
Autres charges	207	195
TOTAL	466	466

4.4 Impôts et taxes

(en millions d'euros)	2018	2019
Impôts et taxes sur rémunérations		169
Autres impôts et taxes	5	5
TOTAL	5	174

Lors des exercices 2018 et antérieurs, les impôts et taxes sur rémunérations du CNRS étaient présentées en charges de personnel.

A partir de 2019, afin d'aligner les méthodes comptables utilisées sur le Plan Comptable Général, ces charges sont présentées en « impôts et taxes ».

4.5 Dotations nettes aux amortissements et provisions

(en millions d'euros)	2018	2019
Dotations aux amortissements	241	227
Dotations aux provisions	26	87
Reprises de provisions	(100)	(132)
DOTATIONS NETTES AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS	167	182

Les dotations aux amortissements les plus significatives concernent les entités CNRS pour 201 M€ et SOLEIL pour 21 M€.

Le poste « dotations aux provisions » est constitué essentiellement par le CNRS pour 85 M€, soit :

- dotations pour dépréciations des créances pour 6 M€ ;
- dotations aux provisions pour risques et charges pour 79 M€.

Le poste « reprises de provisions » est constitué essentiellement par le CNRS pour -121 M€ :

- reprises sur dépréciation des créances de 11 M€ ;
- reprises sur provisions pour risques et charges de 34 M€ ;
- reprises des financements externes pour 76 M€.

4.6 Résultat financier

(en millions d'euros)	2018	2019
Autres produits financiers	1	1
Reprises provisions financières	0	4
Produits financiers	1	5
Autres charges financières	0	0
Dotation aux provisions financières	(2)	(15)
Charges financières	(2)	(15)
RESULTAT FINANCIER	(1)	(10)

4.7 Impôt sur les bénéfices

La principale activité du CNRS, l'activité de recherche, n'étant pas soumise à l'impôt sur les sociétés, les comptes du Groupe présentent une charge d'impôt nulle au 31 décembre 2019.

NOTE 5 – Informations complémentaires

5.1 Les engagements reçus

• Dans le cadre des programmes de l'Agence nationale de la recherche

Dans le cadre des projets de recherche financés par l'ANR (hors IA), les opérations s'effectuent en général sur trois ou quatre ans. Les fonds reçus pendant le déroulement des projets constituent des avances et le solde est versé après production des justifications financières et des justifications scientifiques au financeur par l'établissement.

• Dans le cadre des contrats européens

La mise en place des contrats européens dans le cadre du 7^{ème} programme cadre de recherche et de développement (PCRD) a démarré en 2008 et celle des contrats européens sous le programme cadre H2020 a débuté au cours de l'exercice 2014.

Au 31 décembre 2019, 1 119 contrats de recherche ont été recensés composés de 74 contrats du 7^{ème} PCRD (hors projets ERC « *European Research Council* »), de 52 contrats ERC, et de 993 projets typés H2020 (dont 248 « Marie-Curie »).

Il convient d'ajouter que l'ensemble des contrats du 6^{ème} programme cadre de recherche et de développement (PCRD) sont clôturés.


L'évolution du nombre de projets traduit nettement à la fois la clôture de contrats compris dans le cadre du 7^{ème} programme cadre de recherche et de développement (PCRD) et la maturité des contrats issus du programme cadre H2020.

Evolution du nombre de contrats de recherche non clôturés :

Typologie de contrat	2019	2018	Variation
6 PCRD Ope Fin Eur	0	3	-3
7 PCRD ERC	52	68	-16
7 PCRD hors ERC	74	98	-24
H2020 Autres	426	347	79
H2020 ERC	319	268	51
H2020 MarieSkłodowskaCurie	248	222	26
Total général	1119	1006	113

• Dans le cadre du programme « *Investissement d'avenir* »

Au 31 décembre 2019, le CNRS gère 221 programmes d'investissement d'avenir, en qualité de coordinateur ou de simple partenaire, dont 71 % (à l'identique de 2018) relèvent directement de l'ANR, soit 156 conventions.

Typologie de contrats 	Nombre de projets (date de fin > 2019)	Dont ANR
IA Autres Opérateurs	33	2
IA Biotechn.Bioressources	3	2
IA Carnot	7	3
IA CVT	3	3
IA EQUIPEX	11	9
IA EURE	3	3
IA IDEX	1	1
IA IEED	3	3
IA IHU	1	1
IA Infrastr.Nat.Bio.Santé	7	7
IA Inst.Convergences	2	2
IA IRT	1	1
IA LABEX	33	28
IA LABEX ds IDEX	10	10
IA MPGA	15	15
IA Projet ds IDEX	80	60
IA RHUS	5	5
IA SATT	1	
IA Sécurité Nucléaire	2	1
Total général	221	156

5.2 Les engagements donnés

Les engagements à long terme sur les « Très Grandes Infrastructures de Recherche » (TGIR)

	investissement	fonctionnement	TOTAL	Dont engagements financés en 2020	
				investissement	fonctionnement
FAIR	33,151	0,300	33,451	1,233	0,050
ESS	25,693	50,800	76,493	5,638	4,151
Upgrade LHC	45,436		45,436	5,792	
ESRF	4,400		4,400	1,467	
IRAM	6,025		6,025	1,169	
GENCI		7,422	7,422		7,422
GANIL- SPIRAL 2	4,351	10,800	15,151		5,400
CTA	31,139		31,139	3,261	
ILL	4,700	42,345	47,045	0,735	14,115
XFEL		2,580	2,386		1,290
EGO/Virgo	2,292	4,500	6,792	0,708	4,500
SOLEIL	26,950	119,342	146,292		39,781
Somme	184,137	238,090	422,033	20,003	76,709

Les Très Grandes Infrastructures de Recherche, de par leur nature et la dimension de l'investissement qu'elles représentent, font l'objet de prévisions d'engagements pluriannuels qui portent sur des programmes de construction, de jouvence ou encore des projets à venir (résultant notamment de la feuille de route européenne ESFRI).

Les cas énumérés ci-dessous représentent les engagements les plus significatifs, qu'il s'agisse de constructions ou de jouvences.

- La construction de nouvelles infrastructures :

- FAIR (*Facility for Antiproton and Ion Research*) : construction d'un accélérateur d'ions lourds, de protons et d'antiprotons. Les dépenses relatives à ce projet commenceront à être réalisées sur l'exercice 2020.

- ESS (*European Spallation Source*) : source de neutrons produits par un accélérateur linéaire de protons sur une cible de spallation. La contribution française à la construction d'ESS s'élève à environ 8% et est prévue majoritairement en « in-kind ». Les travaux « in-kind » ont démarré en 2016 et se poursuivront encore au-delà de l'exercice 2019.

-CTA : projet européen de réseau de télescopes Cherenkov de nouvelle génération en astronomie gamma à très hautes énergies. A ce stade, le projet devrait démarrer en 2020.

- La jouvence d'infrastructures existantes :

-SPIRAL 2 (*système de Production d'Ions Radioactifs en Ligne de 2^{ème} génération*) : l'exploitation de l'accélérateur de particules linéaires qui a débuté en 2019 au sein du GIE GANIL, à la suite de sa mise en service, se poursuivra au-delà de cet exercice.

-ESRF (*Installation Européenne de Rayonnement Synchrotron*) : poursuite du programme d'upgrade avec le début de l'upgrade phase II au moyen duquel environ un tiers des lignes de lumière seront remplacées ou totalement reconstruites tandis que l'anneau de stockage sera reconstruit pour augmenter la brillance de la source.

- ILL (*Institut Max von Laue – Paul Langevin*) : poursuite de la phase II de millénium (2015-2020) qui consiste à augmenter l'intensité du faisceau et à adapter l'instrumentation à ces nouvelles caractéristiques, faisant bénéficier ainsi aux utilisateurs de nouvelles techniques.

Par ailleurs, est à l'étude le projet *Elixir* : construction d'une infrastructure durable pour l'information biologique en Europe afin de soutenir la recherche en sciences du vivant et ses applications à la médecine, l'environnement, les bio-industries et la société.

Enfin, il convient de mentionner également que :

- le CNRS a pris un engagement à l'égard de la société *SOLEIL* au titre de ses coûts de démantèlement futurs, objet en 2016 d'une provision pour charges à hauteur de 34 M€ dans les comptes de la société : conformément aux garanties financières prévues aux articles 23 et 24 des statuts de *SOLEIL*, le CNRS devra assurer la couverture financière de cette provision à proportion de sa quote-part de droits, soit 24 M€ ;

- un accord conclu entre les trois principaux associés de la société *IRAM* prévoit que les indemnités de licenciement du personnel en cas de fin d'activité de la société incombent à cette dernière ; toutefois, si cet accord, qui prend fin le 31 décembre 2024, n'était pas renouvelé, les associés verseraient ces indemnités, soit 3,5 M€ à la charge du CNRS compte tenu des dernières estimations opérées par la société.

• Les engagements recensés au niveau des délégations régionales du CNRS au titre des opérations d'immobilisations, des programmes de recherche et des contrats de services

(en millions d'euros)	2020	2021	2022 & sq	Total
Opérations immobilières	45	20	4	69
Autres immobilisations	15			15
Contrats de service	12	4	3	19
Autres engagements	3			3
Total	75	24	7	106

Il convient de noter au titre des opérations immobilières :

- l'opération Balard qui vise à la création du pôle Chimie Balard ainsi que le projet relatif au Réseau des Serres Expérimentales rattachés à la délégation Languedoc-Roussillon ;
- la rénovation de l'Institut de Biologie Interactive de la Cellule I2BC pour 7 M€ (il s'agit d'extensions, reconstructions, réhabilitations de bâtiments, etc.), ce projet étant porté par la délégation Ile-de-France Sud ;
- la construction d'un spectromètre de résonance magnétique nucléaire à très haut champ entrant dans l'infrastructure de recherche RMN pour la délégation Hauts-de-France ;
- deux opérations qui concernent la délégation Alpes : la réhabilitation et la surélévation de bâtiments existants à usage de bureaux et de laboratoires au CNRS à Grenoble et l'installation d'une compensation d'air et la mise en conformité des sorbonnes au laboratoire CERMAV de Grenoble ;
- la restructuration lourde du bâtiment de la délégation Paris Centre, la démolition d'une extension sur cour et la construction de son extension en épaissement du bâtiment d'origine pour 3 M€ ;
- l'opération de sécurisation et de mise aux normes d'accessibilité aux personnes handicapées du campus de la délégation Paris Michel-Ange ainsi que la rénovation du restaurant administratif et des façades.

Pour ce qui concerne les autres immobilisations, il convient de relever que la majorité de ces immobilisations concernent la délégation régionale Ile-de-France Sud pour un montant cumulé de 10 M€.

5.3 Effectifs

EFFECTIFS	2018	2019
CNRS	33 871	34 155
CNRS Editions	13	12
CNRS Innovation	44	47
CNRS @ CREATE		1
Total Intégration globale	33 928	34 215
Synchrotron Soleil	348	346
GANIL	120	117
EGO	51	53
IRAM	112	119
CFHTC	37	38
CERBM	368	334
Total Intégration proportionnelle	1 036	1 007
TOTAL GROUPE	34 964	35 222